



NOTE SUCCINTES CSW68

12 mars 2024 : La valeur des groupes d'épargne pour les gouvernements nationaux et les bailleurs de fonds

APERÇU

Lors de la 68e Commission annuelle de la condition de la femme (CSW68), le plus grand rassemblement annuel de l'ONU sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, CARE, PEI (Partenariat pour l'inclusion économique de la Banque mondiale), le gouvernement de Côte d'Ivoire et le gouvernement de l'Ouganda ont réuni plus de 40 personnes issues de gouvernements clés et de dirigeants d'organisations de la société civile pour discuter des expériences et des leçons tirées de la lutte contre les inégalités entre les sexes et de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) à travers le modèle des groupes d'épargne. L'objectif de la session était d'explorer comment les groupes d'épargne dirigés par le gouvernement (également connus sous le nom d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit ou AVEC¹) sont un outil de transformation des normes de genre, d'autonomisation économique

des femmes, d'éradication de la pauvreté et de protection sociale

RÉSUMÉ DE L'ÉVÉNEMENT

Une discussion riche a eu lieu, soulignant les avantages généralisés de la mise à échelle des groupes d'épargne par l'intermédiaire des gouvernements nationaux et des bailleurs de fonds. Les avantages discutés allaient de l'égalité des sexes et de l'éradication de la pauvreté, à la consolidation de la paix et à la réduction de la violence sexiste, en passant par l'inclusion financière, l'entrepreneuriat et l'éducation des femmes. Le lien entre les groupes d'épargne et la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) était incontestable. Des engagements forts ont été pris par les gouvernements et les praticiens concernant le développement des groupes d'épargne et un programme ambitieux a été défini.

¹ Ou Association de Valorisation et d'Entraide Communautaire en Côte d'Ivoire

GOVERNEMENT DE CÔTE D'IVOIRE Des ministres de différents gouvernements ont souligné l'alignement des groupes d'épargne sur leurs propres objectifs stratégiques en matière de genre et de développement. Myss Belmonde Dogo, ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de l'Éradication de la pauvreté de Côte d'Ivoire, a fait référence à un nouveau projet de loi en cours d'examen par le gouvernement qui élargira la portée géographique des groupes d'épargne à l'échelle nationale et a souligné l'ambition du gouvernement de créer 25 000 groupes d'épargne d'ici 2026 comme un outil pour lutter contre la pauvreté dans le pays.

GOVERNEMENT DU MALAWI L'honorable Jean Sendeza, ministre du Genre du Malawi, a souligné l'engagement de son gouvernement à accroître la couverture et l'ampleur des groupes d'épargne.

Elle a noté un changement significatif pour 80% des femmes membres des Groupes d'épargne qui ont désormais la possibilité d'envoyer leurs enfants à l'école, modifiant ainsi leur statut social et brisant le cycle intergénérationnel de la pauvreté. Elle a également expliqué comment le gouvernement s'engage dans des partenariats stratégiques et a plaidé pour davantage de soutien financier pour promouvoir le partage des richesses, l'éducation et l'inclusion financière des femmes.

GOVERNEMENT DE L'UGANDA

Peace Mutuuzo, ministre d'État ougandaise chargée du Genre et de la Culture, a concentré ses remarques sur la croissance de l'entrepreneuriat féminin en Ouganda et sur l'importance de soutenir l'accès et l'utilisation des femmes aux espaces et outils numériques.

Elle a partagé sa propre expérience de rejoindre un groupe d'épargne lorsqu'elle était plus jeune, ce qui l'a amenée à tendre la main et à parler avec différentes communautés, jetant ainsi les bases de sa carrière dans la fonction publique et en politique.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT Martha Phiri, directrice du développement humain, de la jeunesse et des compétences et directrice par intérim du genre, des femmes et de la société civile à la Banque Africaine de Développement, a souligné le rôle des groupes d'épargne en tant que point d'entrée pour l'inclusion financière formelle et l'entrepreneuriat féminin.

Elle a mis en évidence la valeur des groupes d'épargne en tant que plate-forme permettant de créer un bassin de femmes vers les banques et l'importance des services bancaires mobiles pour soutenir leur accès.

Elle a également souligné les similitudes stratégiques entre la Banque Africaine de Développement et l'Union Africaine dans la promotion des groupes d'épargne en tant que plateforme pour l'éducation des femmes, y compris les STEM et la formation professionnelle. Comme elle l'a souligné, « si les femmes des groupes d'épargne sont soutenues par leurs gouvernements, elles peuvent prospérer en tant qu'actrices économiques ».

« Si les femmes des groupes d'épargne sont soutenues par leurs gouvernements, elles peuvent prospérer en tant qu'actrices économiques. »

Martha Phiri

Banque Africaine de Développement

USAID Jamille Bigio, coordonnatrice principale pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à l'USAID, a expliqué pourquoi l'USAID investit dans les groupes d'épargne comme outil pour faire progresser l'égalité des sexes. Elle a souligné le rôle essentiel des groupes d'épargne pour aider les femmes et les filles à accéder à un plus grand pouvoir économique, à lutter contre la violence sexiste et à accéder à l'éducation.

Elle a souligné le rôle des groupes d'épargne dans la promotion du pouvoir des femmes grâce au développement des compétences, à la voix collective et au renforcement du système. Elle a également marqué le rôle essentiel que les groupes d'épargne peuvent jouer dans les processus de consolidation de la paix en rassemblant des femmes/hommes de groupes opposés et en construisant la solidarité de groupe et à terme, la cohésion sociale.

Dans le contexte du lien entre l'humanitaire, la paix et le développement, la mise à l'échelle des groupes forts existants pourrait être un élément clé d'une paix durable.

CARE Vidhya Sriram, Directrice de la mise à échelle des AVEC, a conclu les présentations officielles en exprimant son enthousiasme à l'idée que les groupes sont prêts pour le prochain niveau de croissance économique et que les gouvernements reconnaissent leur immense pouvoir pour garantir que des millions de femmes contribuent à la croissance globale des économies nationales. Ceci est démontré par leur inclusion dans les programmes publics autour de la croissance économique et de l'inclusion financière.

Avec plus de 30 ans de programmation sur les AVEC, Elle a expliqué que CARE a beaucoup appris et est fière de continuer à jouer son rôle d'assistance technique aux partenaires gouvernementaux et qu'elle continuera à s'engager auprès des donateurs et des acteurs du secteur privé pour qu'ils soutiennent les initiatives de

renforcement des groupes d'épargne mis en place par les gouvernements.

NOUVELLE RECHERCHE : Mettre à échelle les AVEC par l'intermédiaire des gouvernements : la voie à suivre.

La session de haut niveau a été suivie d'une discussion avec des experts qui a débuté avec Sophie Romana de Althaë Strategy présentant les résultats préliminaires de la recherche de CARE. Intitulé « Mettre à échelle les AVEC par l'intermédiaire des gouvernements : la voie à suivre ». Cette étude a été menée en Côte d'Ivoire, au Rwanda et en Ouganda et a examiné le processus, les partenariats et l'impact jusqu'à présent de l'adoption des groupes d'épargne dans les politiques, stratégies et programmes nationaux. Elle a souligné l'importance de :

- Confiance et partenariat entre les différentes parties prenantes (par exemple : partage d'informations, partage des coûts et fourniture d'une assistance technique aux groupes et au personnel gouvernemental).
- Rôles des gouvernements dans l'allocation budgétaire et le financement de l'assistance technique.
- Le rôle des organisations/ institutions mettant en œuvre les groupes d'épargnes /promoteurs des groupes d'épargne, tels que CARE, à fournir des formations, des outils et jouer un rôle de coordination essentiel étant donné la nature décentralisée des structures dans de nombreux gouvernements.
- Le besoin de données solides et de partage de données. Même si les données sont difficiles à collecter et coûteuses, elles sont essentielles pour constituer une base de données factuelles et obtenir l'adhésion des gouvernements.

Une discussion s'est ensuite tenue avec des experts de PEI (Partenariat pour l'inclusion économique de la banque mondiale), la Fondation Bill & Melinda Gates, un membre du groupe d'épargne de Côte d'Ivoire et d'autres représentants du ministère de la Solidarité de Côte d'Ivoire et du ministère du Genre de l'Ouganda.

PEI Janet Heisey, conseillère en partenariats de PEI, a expliqué la raison pour laquelle ils se concentrent sur les femmes et les hommes des régions difficiles d'accès, qui sont en grande partie à l'extérieur des services gouvernementaux. Le prochain rapport du PEI sur l'état de l'inclusion économique montre clairement que les groupes d'épargne contribuent à atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU.

FONDATION GATES Sybil Chidiac, chargée de programme principale de la Fondation Bill et Melinda Gates, a souligné l'importance de créer de meilleurs canaux au sein des institutions gouvernementales, en particulier dans les ministères (par exemple : les régulateurs, les ministères techniques tels que la santé, l'agriculture et/ou le genre), afin de capitaliser sur Les groupes d'épargne en tant que plateformes pour répondre aux besoins holistiques des femmes. Ces connexions permettraient également une mise à l'échelle coordonnée et percutante.

CÔTE D'IVOIRE Le Dr Bende Flore, Directrice des Stratégies de Réduction de la Pauvreté au ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté de Côte d'Ivoire a présenté un résumé des progrès réalisés par les comité technique et scientifique dirigé par le ministère pour instituer une approche uniforme pour la création et le fonctionnement des groupes d'épargne. Composé d'acteurs mettant en œuvre les groupes d'épargne, le comité scientifique, a rapidement convenu de renommer les groupes d'épargne pour

mieux refléter leur rôle et leur portée et a convenu d'une méthodologie commune pour la mise en œuvre des groupes d'épargne.

d'épargne. Composé d'acteurs mettant en œuvre les groupes d'épargne, le comité scientifique, a rapidement convenu de renommer les groupes d'épargne pour mieux refléter leur rôle et leur portée et a convenu d'une méthodologie commune pour une synergie d'actions dans la mise en œuvre et la coordination des groupes d'épargne à l'échelle nationale

LEADER, MEMBRE DE GROUPE D'ÉPARGNE

Assetou Camara, leader d'un groupe d'épargne de Côte d'Ivoire, a parlé de son expérience en tant que membre d'un groupe d'épargne, invitant d'autres femmes à les rejoindre, de l'impact que sa participation aux groupes a eu sur elle, sa famille et sa communauté et du parcours de son engagement auprès du gouvernement de Côte d'Ivoire en tant que partenaire pour développer les groupes d'épargne en faveur de l'égalité des sexes et de l'éradication de la pauvreté.

ENGAGEMENTS

Les gouvernements et les partenaires internationaux se sont fermement engagés à investir dans les groupes d'épargne comme outil



*Représentants du gouvernement du Malawi,
Fondation CARE & Gates*

pour faire progresser les objectifs nationaux et les objectifs de développement durable :

Les Gouvernements, avec le soutien des ONG et des donateurs :

- Explorerons comment développer les groupes d'épargne pour les jeunes grâce à l'utilisation d'outils numériques pour l'inclusion financière et mieux intégrer les plateformes numériques et les systèmes de paiement pour soutenir la croissance et les ambitions des femmes entrepreneures.
- Documenterons la contribution des groupes d'épargne aux processus et aux résultats de consolidation de la paix et de cohésion sociale.

Les Praticiens, y compris CARE et d'autres acteurs de la mise en œuvre des groupes d'épargne :

- Investiront dans des opportunités d'apprentissage et d'échange, en utilisant les plateformes existantes (par exemple : PEI Learning Labs) spécifiquement axées sur la façon dont les gouvernements relèvent les défis mis en évidence dans la recherche de CARE, tels que la reconnaissance formelle des groupes d'épargne, les réglementations qui soutiennent les groupes d'épargne, la collecte de données et la constitution de preuves des innovations de la mise à l'échelle (par exemple : solutions menées localement, utilisation de solutions numériques à grande échelle).

- Continuerons à partager les meilleures pratiques avec la communauté des praticiens des groupes d'épargne.
- Publierons et partagerons les recherches de CARE intitulé « Développer les AVEC par l'intermédiaire des gouvernements : la voie à suivre » à la mi-avril et offriront des occasions de discuter des apprentissages.

« Nous sommes extrêmement fiers de notre rôle continu en tant que fournisseur d'assistance technique auprès des gouvernements, en les soutenant dans le développement des groupes d'épargne. »

Vidhya Sriram

CONCLUSION

Dans l'ensemble, l'événement était unique en son genre car il a rassemblé une variété d'intervenants qui souhaitent tirer parti des groupes d'épargne pour contribuer aux ODD. Ils ont fait le bilan des réussites et ont établi un programme ambitieux pour l'avenir.

Pour en savoir plus sur les partenariats stratégiques du gouvernement avec CARE, contactez :

Aisha Rahamatali, directrice principale, mise à l'échelle de la justice économique des femmes chez CARE : Aisha.Rahamatali@care.org



